

Questions orales

M. Baker (Nepean-Carleton): Madame le Président, le ministre des Finances a déclaré publiquement ce matin que, sur le plan économique, le Canada traverse actuellement une période de crise pour ce qui est de l'inflation et d'autres éléments. C'est ce qu'il a déclaré. Je l'ai entendu moi-même le déclarer. Sans doute fondait-il son appréciation sur de nouvelles extrapolations, car celles qui figurent dans son ancien budget sont tout à fait dépassées. Par conséquent, le ministre accepterait-il de déposer les chiffres et les extrapolations dont il s'est servi pour déclarer ce matin que le Canada faisait face à une crise inflationniste? Les Canadiens savent que le Canada fait face à une crise, mais ce qu'ils veulent savoir du cabinet, c'est comment le gouvernement va s'y prendre pour l'en sortir. Évidemment, il ne peut pas ne rien faire. Il doit sûrement avoir un plan. Peut-être trouvera-t-il le moment propice pour l'annoncer, alors que nous aurons engagé le débat là-dessus demain ou après-demain.

M. MacEachen: Madame le Président, le député prétend que j'ai prononcé le mot «crise». Je n'en suis pas si sûr. Il me semble avoir dit à l'interviewer que je considérais la conjoncture inflationniste actuelle comme très, très sérieuse.

M. Baker (Nepean-Carleton): Catastrophique!

M. MacEachen: Depuis le budget, je ne cesse de dire que l'inflation est le problème majeur du pays. Or, en dépit du caractère évident de cette inflation, j'ai du mal aujourd'hui à convaincre les députés du bien-fondé de la politique monétaire poursuivie par la Banque du Canada puisqu'aucun député d'en face ne s'est dit d'accord sur cette politique. Un des points que les députés ne sont pas encore parvenus à saisir est que la politique poursuivie par le gouverneur de la Banque du Canada est anti-inflationniste et qu'elle s'impose dans les circonstances actuelles.

Si le député veut que je lui expose certains faits qui me poussent à conclure à la gravité de la situation...

M. Nielsen: Pas de discours!

M. MacEachen: ... je lui parlerai du taux bancaire qui a été porté à 18.71 p. 100 jeudi dernier. Je tiens cette hausse pour un incident très grave. Je rappellerai au député les derniers chiffres qui montrent un taux d'inflation annuel de 12.4 p. 100. J'estime que ce sont là des indices très sérieux des forces inflationnistes qui s'exercent sur l'économie et sur le milieu dans lequel nous vivons. J'attends avec impatience le débat des deux prochains jours, qui me donnera l'occasion d'exprimer certaines de mes opinions et de connaître le point de vue des députés sur les prochaines mesures à prendre ainsi que leur conception d'une politique cohérente.

Mlle MacDonald: Qui est le ministre des Finances?

LA DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE
CONCERNANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BANQUES

M. Jack Murta (Lisgar): Madame le Président, comme l'agriculture est un secteur en crise à l'heure actuelle, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Jeudi dernier, le ministre de l'Agriculture a déclaré au cours d'un

discours qu'il a prononcé en Colombie-Britannique que le gouvernement songeait à amender la loi sur les banques afin de réduire le taux d'intérêt pour les petites entreprises non incorporées et pour les exploitations agricoles. Le ministre de l'Agriculture énonçait-il alors la politique gouvernementale, ou ne faisait-il que parler à tort et à travers comme à son habitude?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je ne crois pas que le ministre de l'Agriculture ait parlé de la loi sur les banques...

M. Epp: Il l'a fait.

M. MacEachen: ... parce que nous avons terminé la révision de la loi sur les banques et que je n'ai pas l'intention de revenir sur cette loi pour le moment.

M. Jarvis: C'est bien Whelan.

Une voix: Tant pis Eugène!

M. MacEachen: Mais je dois dire que j'ai eu des discussions, comme il m'arrive souvent d'en avoir, avec le ministre des Finances. Au sujet du ministre de l'Agriculture...

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: J'ai souvent eu des discussions avec le ministre de l'Agriculture au sujet de questions qui l'intéressent, dont des modifications possibles de la loi de l'impôt sur le revenu.

Je tiens aussi à vous dire, madame le Président, que j'ai effectivement des discussions avec le ministre des Finances.

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: Avec Mackenzie King sans doute.

M. Shields: Vous répond-il?

Une voix: Oh oh!

Mme Mitchell: Bientôt, vous marcherez sur les eaux.

● (1500)

ON DEMANDE D'ÉTENDRE LE PROGRAMME DES OBLIGATIONS
POUR L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE

M. Jack Murta (Lisgar): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse toujours au ministre des Finances. Une autre façon de venir en aide au secteur agricole consisterait à étendre le programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise aux entreprises qui ne sont pas constituées en sociétés, plus précisément aux agriculteurs et aux exploitants agricoles. Le ministre ne doit pas oublier que le secteur agricole dépend essentiellement du crédit. C'est en particulier le cas des éleveurs qui vivent uniquement de crédit. Le problème actuellement, c'est que les prix agricoles tendent à baisser alors que les coûts ont augmenté sensiblement. Le ministre pourrait-il dire aux agriculteurs s'il serait prêt, par exemple, à étendre le programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise aux exploitations agricoles?